



Bienvenue sur le bulletin électronique du Programme de développement pour l'après-2015. Dans cette édition, nous présentons un nouveau rapport des Organismes des Nations Unies basés à Rome estimant les investissements nécessaires pour atteindre la faim zéro d'ici 2030. Nous attirons l'attention sur la troisième Conférence internationale sur le financement du développement en Ethiopie, où le Programme d'action d'Addis Abeba a récemment été adopté. Deux articles sont consacrés aux indicateurs – les propositions de la FAO sur le suivi du Programme sur l'après-2015, et un Q&R avec l'économiste indien Vikas Rawal. Puis, nous présentons les derniers développements du processus sur l'après-2015, notamment les discussions concernant l'avant-projet du document final. Nous portons enfin une attention particulière à l'agriculture durable et Ren Wang, Directeur-général adjoint de la FAO, nous explique comment produire plus avec moins.

– L'équipe de la FAO pour l'après-2015

Objectif "Faim Zéro": Associer protection sociale et investissements en faveur des pauvres

Au niveau mondial, l'éradication durable de la faim d'ici 2030 nécessiterait en moyenne 267 milliards de dollars EU supplémentaires par an à investir à la fois dans les zones urbaines et rurales et dans la protection sociale afin que les pauvres aient accès à la nourriture en quantités suffisantes et puissent améliorer leurs moyens d'existence, selon un nouveau rapport des Nations Unies. Cela équivaut à débourser 160 dollars de plus par an sur une période de 15 ans pour chaque personne vivant dans l'extrême pauvreté.

Elaboré par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM), le rapport présenté aux médias, le 10 juillet à Rome, a été au centre d'une manifestation parallèle organisée conjointement par la FAO, le FIDA et le PAM, le 15 juillet, en marge de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Le rapport note qu'en dépit des progrès réalisés au cours des décennies récentes, près de 800 millions de personnes, des ruraux pour la plupart, n'ont toujours pas assez à manger aujourd'hui.

L'élimination de la sous-alimentation chronique d'ici 2030 est un élément clé de l'Objectif de développement durable numéro deux proposé dans le nouveau Programme de développement sur l'après-2015 qui doit être adopté lors d'un sommet réunissant les Etats membres de l'ONU en septembre. L'élimination de la sous-alimentation chronique figure également au cœur du Défi Faim Zéro dont le Secrétaire général de l'ONU s'est fait le chantre.

«Le message du rapport est clair: si nous maintenons le statu quo, nous aurons encore en 2030 plus de 650 millions de personnes souffrant de la faim. Voilà pourquoi nous préconisons une approche qui associe la protection sociale à des investissements ciblés supplémentaires dans le développement rural, l'agriculture et les zones urbaines qui profitent essentiellement aux pauvres», a souligné M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO.

«Notre rapport estime que cela nécessitera un investissement total de quelque 267 milliards de dollars EU par an au cours des 15 prochaines années. Étant donné que cela est plus ou moins équivalent à 0,3 pour cent du PIB mondial, je pense personnellement que le prix à payer pour éradiquer la faim chronique est relativement bas, a ajouté M. Graziano da Silva.

Selon le rapport, la communauté internationale devrait s'appuyer sur les expériences heureuses des pays qui ont effectivement eu recours à des investissements accompagnés de mesures de protection sociale pour enrayer la faim et la pauvreté dans les zones rurales et urbaines.





Dans une note de plaidoyer accompagnant le rapport, les chefs de la FAO, du FIDA et du PAM ont noté que la prochaine conférence d'Addis-Abeba cherchera à garantir que tous les pays, en particulier les pays en développement, ont les moyens de mettre en œuvre des politiques et programmes nationaux pour atteindre leurs objectifs de développement, notamment les *Objectifs de développement durable* de l'après 2015.

Sortir durablement les gens de la pauvreté

Toujours selon le rapport, si on continue à ne rien faire, quelque 650 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030.

A l'opposé, on réaliseraient des progrès si l'on associait protection sociale et investissements de sorte que les transferts publics servent à sortir les gens de la faim chronique en veillant à ce qu'ils gagnent au moins 1,25 dollar par jour, ce qui correspond au seuil de pauvreté actuellement fixé par la Banque mondiale.

Les mesures de protection sociale auraient un coût supplémentaire de 116 milliards de dollars EU par an (75 milliards de dollars EU pour les zones rurales et 41 milliards de dollars EU pour celles urbaines). Il faudrait également trouver 151 milliards de dollars EU pour les allouer aux investissements en faveur des pauvres (105 milliards de dollars EU pour le développement rural et l'agriculture et 46 milliards de dollars EU pour les zones urbaines). Il s'agit d'investissements destinés à stimuler la génération de revenus parmi les personnes dans le besoin. L'association de la protection sociale aux investissements porterait le total à 267 milliards de dollars EU.

Le gros des investissements devrait normalement provenir du secteur privé, en particulier les agriculteurs. Toutefois, les investissements privés doivent être complétés par des investissements supplémentaires du secteur public dans les infrastructures rurales, le transport, la santé et l'éducation.

Dans les zones rurales, les investissements publics en faveur des pauvres pourraient cibler l'irrigation à petite échelle et d'autres infrastructures bénéficiant aux petits paysans. Ils pourraient inclure des mesures telles que la transformation des aliments pour réduire les déchets et les pertes après récolte, ainsi que des dispositifs institutionnels plus vigoureux pour la terre et la propriété de l'eau, les facilités de crédit, la législation du travail et d'autres domaines. Et cela dans le but de rendre les activités agricoles et non agricoles ainsi que les marchés accessibles aux groupes marginalisés, notamment les femmes et les jeunes.

Dans les zones urbaines, les investissements supplémentaires devraient veiller à ce que les personnes indigentes soient en mesure de subvenir à leurs besoins. Les investissements pourraient, par exemple, cibler les compétences entrepreneuriales et autres, notamment l'artisanat, et garantir des contrats de travail équitables, des facilités de crédit, des logements ainsi que des services liés à la nutrition.

De la protection sociale à la production

La protection sociale sous la forme de transferts en espèces permet, certes, d'éliminer la faim dans l'immédiat, mais elle améliore aussi la nutrition en permettant aux pauvres de diversifier leur régime alimentaire au bénéfice d'une meilleure santé, ce qui permet de vaincre la «faim cachée», à savoir les carences en micronutriments, notamment l'apport insuffisant en vitamines, fer et autres minéraux.

Compte tenu de leurs moyens limités et de leurs maigres avoirs, l'on ne s'attend pas à ce que les gens qui vivent dans l'extrême pauvreté soient tout de suite en mesure d'investir énormément dans des activités productives. Cependant, à mesure qu'ils deviendront plus productifs, ils gagneront plus, sauront économiser pour investir et augmenter leurs revenus.

- Points clés : [La faim zéro d'ici à 2030](#)
- Remarques par le Directeur général de la FAO (Addis): [Investir pour un avenir où la faim n'existera plus](#)
- Manifestation (Addis): [L'approche de la sécurité alimentaire au premier plan du Programme d'action d'Addis-Abeba](#)
- Audio: [Entretien avec Lorenzo Bellu, Economiste principal à la FAO](#)
- Vidéo: Entretien avec [Kostas Stamoulis, directeur de la division d'Economie du Développement Agricole de la FAO](#)

L'approche de la sécurité alimentaire au premier plan du Programme d'action d'Addis-Abeba

La sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture durable, ainsi que l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles et des écosystèmes ont bénéficié d'une forte reconnaissance dans le Programme d'action d'Addis Abeba de la [troisième Conférence internationale sur le financement pour le développement](#), un accord qui jouera un rôle crucial en aidant à réaliser l'ambitieux Programme de développement pour l'après-2015.

Le [Programme d'action d'Addis Abeba](#), qui se fonde sur le [Consensus de Monterrey](#) (2002) et la [Déclaration de Doha](#) (2008) dans le but d'établir un cadre politique sur le financement du développement et de générer des investissements pour faire face à une série de défis économiques, sociaux et environnementaux, débute en ces termes : « Notre objectif est d'éliminer la pauvreté et la faim... », tandis qu'il est fréquemment fait référence à « l'agriculture » dans le document.



Un paragraphe consacré à l'élimination de la faim (paragraphe 13) reflète l'approche holistique de l'ODD-2, axée sur la sécurité alimentaire, la malnutrition, ainsi que sur les pratiques agricoles et les systèmes alimentaires durables. Le paragraphe 13 reconnaît que la majorité des pauvres vivent en zones rurales, et souligne « la nécessité de revitaliser le secteur agricole, (et) de promouvoir le développement rural ». Mettre l'accent sur la sécurité alimentaire « engendrerait des bénéfices importants à travers les Objectifs de développement durable » - un point souligné par la FAO dans tout le processus sur l'après -2015.

Il est également fait mention dans ce même paragraphe à la nécessité d'encourager le développement des investissements publics et privés; de concentrer les efforts sur les petits exploitants et les femmes agriculteurs, les coopératives agricoles et les réseaux d'agriculteurs; d'améliorer l'accès aux marchés, en rendant les environnements nationaux et internationaux favorables; ainsi qu'au rôle des filets de sécurité sociaux. Puis, il est fait appel à des engagements en matière d'investissements publics pour le financement de la recherche, les infrastructures et les initiatives en faveur des pauvres. L'importance du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, de la Déclaration de Rome sur la nutrition de 2014 et du Cadre d'action, ainsi que des Organismes des Nations Unies basés à Rome - la FAO, le FIDA et le PAM- y est également cité.

Les paragraphes 63 et 64 du Programme d'action d'Addis Abeba sont quant à eux consacrés aux ressources naturelles, et mettent fortement l'accent sur les écosystèmes ainsi que sur l'utilisation et la gestion durables des ressources, aussi bien terrestres que marines.

La pierre angulaire de la mise en œuvre des ODD

Le Programme d'action d'Addis Abeba est une importante contribution à la mise en œuvre du Programme de développement global que les dirigeants mondiaux devront adopter en septembre. L'accord a été conclu par les 193 États membres de l'ONU participant à la Conférence, à la suite des négociations à Addis, sous l'égide du ministre éthiopien des Affaires étrangères, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

L'accord, adopté après des mois de négociations entre les pays, marque une étape importante dans la formulation de priorités en matière de financement et l'établissement d'un partenariat intergouvernemental mondial renforcé en faveur d'une prospérité économique universelle et inclusive, de l'amélioration du bien-être de la population mondiale et de la protection de l'environnement.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba comprend des engagements politiques importants et des livrables clés dans des secteurs essentiels pour le développement durable, y compris les infrastructures, la protection sociale et la technologie. Des accords ont été conclus en matière de coopération internationale pour le financement des secteurs spécifiques où des investissements importants sont nécessaires, comme dans les infrastructures pour l'énergie, les transports, l'eau et l'assainissement, et d'autres secteurs pour aider à réaliser les objectifs proposés de développement durable.

La course vers le Programme de développement pour l'après-2015 entre dans sa phase décisive

Les dernières sessions des négociations intergouvernementales de l'Assemblée générale de l'ONU (sous les sigles IGNP, en anglais) sur le Programme de développement pour l'après-2015 se déroulent actuellement à New York. Elles sont empreintes d'un fort sentiment d'optimisme sur le fait que, d'ici la fin du mois de juillet, les Etats puissent parvenir à un accord sur un document final qui sera adopté lors du Sommet sur l'après-2015 en septembre.

Les co-facilitateurs sur les négociations intergouvernementales de l'AGNU pour l'après-2015, Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU, et David Donoghue, Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'ONU, seront encouragés par l'accord conclu en Ethiopie sur le Programme d'action d'Addis-Abeba, ainsi que par les retours largement positifs des Etats membres des Nations Unies et de la communauté internationale dans son ensemble après la parution de l'avant-projet initial en juin.



Un [avant-projet](#) révisé (publié le 26 juillet) répond aux discussions successives entre les États membres, lors des sessions antérieures des négociations intergouvernementales de l'AGNU sur l'après-2015, entre les 22 et 25 juin et les 20 et 24 juillet. Dans la nouvelle version, les co-facilitateurs ont réincorporé dans l'Annexe 1 des révisions techniques proposées pour 20 cibles du rapport du Groupe de Travail Ouvert (GTO) sur les Objectifs de Développement Durable, ainsi que des mentions additionnelles aux 'pays en développement sans littoral' dans cinq cibles. Le [Programme d'action d'Addis Abeba](#) n'apparaît plus comme Annexe, mais il s'intègre plutôt dans la section intitulée 'Moyens de Mises en Œuvre et le Partenariat Mondial'; Un préambule raccourci, reprenant essentiellement les cinq « P » - personnes, planète, prospérité, paix et partenariat, reste de l'avant-projet antérieure, tandis que l'introduction du rapport du GTO apparaît dans l'Annexe 2.

Lors des sessions passées des négociations intergouvernementales de l'AGNU sur l'après-2015, les discussions ont largement été centrées sur les points suivants:

La possibilité de réviser techniquement 20 cibles du rapport du GTO, nombreuses comprennent Xs au lieu de valeurs numériques, pour spécifier les valeurs numériques et assurer la concordance avec des accords internationaux;

L'inclusion dans le document du Principe de responsabilités communes mais différenciées;

Les liens entre l'après-2015 et les autres processus liés, notamment la Troisième Conférence Internationale sur le Financement pour le Développement (FFD);

Des questions portant sur la structure du document, sur l'opportunité d'inclure une section de préambule; une référence au débat sur le «fit for purpose» au sein du Système des Nations Unies; et sur d'autres annexes possibles, y compris le Programme d'Action d'Addis Abeba.

Le Forum politique de haut niveau

Le rôle du [Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable](#) (sous les sigles HLPF, en anglais), organe suprême dans le suivi et l'examen de la mise en œuvre du nouveau Programme, a fait l'objet d'un large accord entre les pays. Les États membres ont approuvé la structure proposée à trois niveaux (national, régional et mondial), ont souligné l'importance des données ventilées, ont soutenu le besoin de renforcer les données au niveau national et les capacités statistiques pour mesurer les progrès, et ont appuyé la participation de multiples parties prenantes dans le mécanisme d'examen.

Le Forum (HLPF), qui s'est réuni du 26 juin au 8 juillet 2015 pour sa troisième session (la seconde a eu lieu sous les auspices du Conseil économique et social), sous le thème [«Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et l'examen – le Forum politique de haut niveau pour le développement durable après 2015»](#), a convenu que l'examen des progrès des ODD devrait être universel, volontaire, géré par les États, et concentré sur le partage d'expériences. Il a réaffirmé le rôle central du Forum, au sommet de l'architecture de révision associant des organisations régionales et de nombreuses autres plates-formes des Nations-Unies.

Parmi les participants à la réunion, Gerda Verburg, Présidente du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et Représentante permanente des Pays-Bas auprès des Organismes basés à Rome, a pris l'exemple de l'expérience du CSA pour

démontrer comment le suivi fait par ce type de plates-formes peut être véritablement inclusif et transparent. Dans la discussion « Le suivi des progrès par le biais des mécanismes existants », elle a souligné l'importance de renforcer la confiance dans les plates-formes multi-parties prenantes, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une entreprise sur le long terme.

Le Forum (HLPF) devrait entreprendre, dès 2016, des examens nationaux de mise en œuvre et des examens thématiques sur les progrès dans des domaines spécifiques.

La FAO propose 29 indicateurs pour le suivi des ODD

L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture a proposé un total de 29 indicateurs, couvrant huit des Objectifs de la proposition de juillet 2014 du Groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les Objectifs de développement durable (ODD), pour aider au suivi du Programme de développement pour l'après-2015.

Le [rapport](#) de la FAO, ainsi que des [indicateurs](#) soumis par d'autres organismes des Nations Unies, des entités et des organismes régionaux, contribue aux discussions sur un cadre d'indicateurs pour l'après-2015, qui se poursuivent depuis la première réunion d'un groupe de travail de la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU) et d'un Groupe d'experts interinstitutionnel des Nations Unies sur les indicateurs des ODD (IAEG-SDG, en anglais), qui s'est tenue les 1 et 2 juin derniers, à New York.



Le Groupe d'experts (IAEG-SDG) est chargé d'élaborer un cadre d'indicateurs pour le suivi des objectifs et des cibles du Programme de développement pour l'après-2015 d'ici la 47^{ème} session de la CSNU, en mars 2016. Selon la Commission, les indicateurs devraient être « pertinents; rigoureux du point de vue de la méthodologie; mesurables; aisément communicables et accessibles; limités en nombre et axés sur les résultats au niveau mondial ».

Les propositions de la FAO comprennent à la fois des indicateurs établis et potentiels dans les domaines où l'Organisation dispose d'une expertise et de l'expérience en tant qu'organisme des Nations Unies chef de file dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement durable.

Pietro Gennari, statisticien en chef de la FAO et président des statisticiens en chef du Système des Nations Unies, a souligné la difficulté de mesurer tous les aspects du nouveau cadre, sans se retrouver avec un trop grand nombre d'indicateurs irréalisables.

«Un principe directeur dans la sélection des indicateurs proposés a été la nécessité de maintenir la liste des indicateurs qui formeront le noyau du cadre de suivi des ODD aussi réalisable que possible, tout en essayant de préserver le caractère complexe et multidimensionnel des cibles en question », a-t-il mentionné. « Dans le rapport de la FAO, lorsque plus d'un indicateur est présenté pour une cible donnée, un effort a été fait pour clarifier s'ils doivent être considérés dans les indicateurs « principaux », ou s'ils pourraient être inclus dans un ensemble d'indicateurs de base pour un cadre de suivi pertinent à l'échelle mondiale, ou comme des indicateurs 'supplémentaires' ».

Vers mars 2016

Le Groupe d'experts (IAEG-SDG), qui englobe les organismes des Nations Unies en qualité d'observateurs, ne devrait pas siéger de nouveau avant le sommet pour l'après-2015 qui se tiendra le 25 septembre, mais poursuivra ses activités "par voie électronique" afin de respecter les délais fixés lors de la 46^{ème} session de la CSNU en mars. La [feuille de route pour élaborer et mettre en œuvre un cadre d'indicateurs](#) comprend: Juillet 2015 – l'élaboration d'une première note sur de possibles indicateurs mondiaux et un cadre d'indicateurs; Décembre 2015 - une proposition du Groupe d'experts sur les indicateurs globaux et un cadre d'indicateurs pour examen par la CSNU; Mars 2016 - l'approbation du cadre d'indicateurs à l'occasion de la 47^{ème} session de la CSNU.

Le diable est dans les détails - mesurer le développement

Si le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se tiendra en septembre, sur le [Programme de développement pour l'après-2015](#) est susceptible de faire les gros titres de la presse internationale cette année, la plupart des travaux réellement significatifs se font actuellement en coulisses.

Tandis que les statisticiens s'échinent à élaborer un cadre d'indicateurs viable, capable de mesurer et de veiller au suivi de l'ambitieux Programme, Vikas Rawal, Professeur associé au Centre d'études économiques et de planification, à l'Université Jawaharlal Nehru de New

Delhi, décrit la composition et la valeur d'un indicateur solide, éclairant ainsi la tâche ardue qui est celle de jauger les progrès.

Quel rôle joueront les indicateurs dans le Programme de développement pour l'après-2015?

Les indicateurs sont un moyen pour les pays d'évaluer les progrès accomplis sur les cibles adoptées. Ils sont, par conséquent, extrêmement importants. L'expérience des OMD a démontré que, dans une large mesure, de bonnes mesures donnent de bons résultats. Il s'agit, à mon sens, d'un grave problème, car il est impossible de tout mesurer, à moins d'investir tout notre argent exclusivement sur la mesure. De nombreux aspects cruciaux du Programme de développement ne peuvent pas être couverts par les indicateurs. Et, dans certains cas, les indicateurs sont extrêmement restrictifs - mesurer seulement l'extrême pauvreté et la misère, par exemple, peut ne pas correspondre à l'ambition de la cible qui est de mettre fin à toutes les formes de pauvreté.

Qu'est-ce qui fait un bon indicateur ?

Un bon indicateur devrait être en mesure de fournir une mesure robuste des progrès accomplis en direction de cette cible. Si la cible est multi-dimensionnelle, un bon indicateur fournit une mesure composite (compilée) de toutes les dimensions, ou bien mesure la dimension la plus importante de la cible. Si l'indicateur ne mesure pas toutes les dimensions de la cible, alors des indicateurs supplémentaires peuvent être nécessaires.

Il est important de comprendre que les indicateurs composites ont leurs propres limites. Les méthodes pour agréger les différentes dimensions ont tendance à être arbitraires (ou, au mieux, se fondent sur un raisonnement purement statistique). En outre, les indices composites sont, de par leur nature, plus abstraits. Les indicateurs qui sont moins abstraits - et basés sur des mesures concrètes et directes - sont plus faciles à apprécier et à traduire en action politique claire. Les décideurs politiques, le grand public et les autres parties prenantes doivent être en mesure de saisir facilement ce que sont les indicateurs et quelle est leur relation avec ce qui est observé. Enfin, les indicateurs devraient être fondés sur des données disponibles, fiables et rentables à obtenir à l'avenir.

La proposition du GTO des Nations Unies compte 17 ODD et 169 cibles contre 8 et 18 pour les Objectifs du Millénaire pour le développement

Le nombre d'ODD et de cibles proposés présente un formidable défi. Pour que le cadre d'indicateurs soit gérable (économiquement), le nombre d'indicateurs au niveau international devrait être maintenu au minimum. Le noyau des indicateurs devrait mesurer directement le résultat attendu de la cible. Ils doivent aussi être universels, ce qui signifie que tous les pays doivent recueillir des données à leur sujet. La mesure des processus, les agents des résultats et les moyens de mise en œuvre devraient être maintenus hors de ce noyau.

Étant donné que nous semblons nous acheminer vers un Programme de développement qui aura une portée considérablement plus large que celle des OMD, tout ne sera pas mesuré par des indicateurs principaux. Cela est impossible. Une liste distincte d'indicateurs supplémentaires sera certainement nécessaire pour mesurer les processus et les moyens de mise en œuvre. Il se peut que les pays soient en mesure de choisir les indicateurs qu'ils souhaitent financer. Après tout, de nombreux pays devront investir suffisamment de ressources dans leurs systèmes statistiques pour générer des données pour des indicateurs principaux.

Quel rôle joueront les organismes de l'ONU dans l'élaboration des indicateurs?

Les organismes des Nations Unies ont un rôle essentiel à jouer dans l'élaboration des indicateurs pour les thèmes traités par le nouveau cadre des ODD qui n'étaient pas couverts par les OMD, en particulier en vue de capturer les trois dimensions du



développement durable - social, économique et environnemental. Les organismes devront définir la méthodologie et de fixer des normes pour la collecte des données. Ils auront besoin d'organiser des activités de coopération technique pour soutenir la capacité des pays à produire des indicateurs sur une base régulière. Les organismes des Nations Unies devraient également mettre en place des banques internationales de données auxquelles les pays membres fournissent des données selon les normes et méthodologies convenues.

Un défi majeur sera d'élaborer des indicateurs qui puissent être mesurés de manière régulière et rentable par tous les pays. La FAO travaille sur deux fronts: l'amélioration des mesures statistiques sur la faim, la malnutrition, la résilience et les petites exploitations agricoles, qui est nécessaire pour contrôler l'ODD-2; et le renforcement de l'ensemble des indicateurs qui capturent l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles pour l'éradication de la faim et de la pauvreté, à travers un certain nombre d'autres ODD, y compris les OOD-14 et 15.

Comptons-nous trop sur les données? Tout ce qui est important est-il mesurable?

Les données sont indispensables pour mesurer. Grâce aux développements incroyables de nos capacités techniques pour gérer de gros volumes de données, nous parlons désormais de «révolution des données» pour appuyer le Programme de développement pour l'après-2015.

Je ferai trois remarques à cet égard.

Tout d'abord, l'on observe encore une importante disparité quant à la capacité des systèmes statistiques des différents pays. La nature des relations économiques et sociales dans les pays les moins avancés implique que bien souvent, mesurer les changements socio-économiques se révèle à la fois coûteux et difficile. Les organismes statistiques de beaucoup de ces pays ont une capacité très limitée, et doivent compter sur les donateurs et les organismes internationaux de collecte de données lorsque la mesure est complexe et exige de gros investissements. Le défi consiste donc à élaborer des normes et des méthodologies qui soient simples et rentables, tout en étant robustes et pertinentes.

Il est important, dans un second temps, de ne pas laisser les données et la mesure s'adapter au Programme lui-même. Les systèmes statistiques des organismes internationaux comme la FAO et ceux des pays membres doivent servir le programme de développement qui évolue, et non l'inverse.

Enfin, la question n'est pas de savoir si tout peut être mesuré. Un problème plus important est que si vous mesurez tout ce qui peut potentiellement être mesuré, le coût de la mesure sera trop important. Le défi pour les statisticiens dans les organismes de l'ONU est de réaliser des mesures qui soient pertinentes, concrètes, mais aussi rentables. Il appartient par conséquent aux décideurs - les pays membres - de choisir et de convenir ensemble de ceux qu'ils pensent être les plus importants. Si les organismes des Nations Unies doivent fournir des conseils techniques en la matière, la décision finale doit être politique.

Vidéo : Le rôle de l'agriculture dans le développement durable

Comment nourrir une population mondiale en pleine expansion sans épuiser les ressources de la planète compte parmi les défis de taille auxquels sont confrontés les responsables politiques à l'heure de rédiger les Objectifs mondiaux de développement cette année. Dans cette vidéo, Ren Wang, Directeur général adjoint pour l'agriculture et la protection des consommateurs au sein de l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, décrit le rôle central de l'agriculture dans les débats sur le développement durable, et met en évidence les approches qui permettent aux agriculteurs à travers le monde d'augmenter leurs rendements avec moins de dommages à l'environnement.



Voir la [vidéo](#)

Lire l'article : [La croissance verte place l'agriculture au cœur du développement durable](#)

Voir la galerie photos: [Au-delà du quinoa, 10 autres super cultures](#)



NOUVEAUTÉS



Mettre l'accent sur les zones rurales

Cette [galerie photos](#) fait le portrait des populations et zones où il est nécessaire d'investir pour atteindre la faim zéro d'ici 2030 [+PLUS](#)



Nouvelles de la FAO, style du Guardian

Suivez les dernières nouvelles, évolutions et entretiens exclusifs sur la page FAO-partenaire dans la section spéciale du site du Guardian dédiée au développement durable. [+ PLUS](#)

Calendrier

Consultez notre calendrier sur l'après-2015 et notez les dates clés tandis que le Jour-J pour l'adoption du Programme de développement durable approche à grands pas. [+ PLUS](#)



Tweets tweets [@FAOpost2015](#)

Suivez notre compte twitter et obtenez toutes les dernières nouvelles sur le processus pour l'après-2015.

Toutes les dernières nouvelles

En plus des nouveaux contenus, le [site](#) de la FAO sur l'après-2015 dispose désormais d'un nouveau design mettant davantage en valeur les dernières nouvelles sur la sécurité alimentaire et le développement durable

VOUS AVEZ PEUT-ETRE MANQUE

Six principales conclusions du nouveau rapport sur la faim dans le monde

Le tout nouveau rapport [L'État de l'insécurité dans le monde 2015](#) rend compte des derniers progrès accomplis sous l'ère des OMD pour réduire de moitié la part mondiale des personnes qui souffrent de la faim (OMD 1.c). Entre de notables avancées en Asie de l'Est et les disparités régionales actuelles, voici six tendances principales résumant le rapport annuel produit par la FAO, le FIDA et le PAM, les organismes des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture basés à Rome.

[Article complet](#)

Voir la [vidéo avec Jomo Kwame Sundaram](#), Coordinateur pour le développement économique et social de la FAO

[Nouvelle carte de la faim interactive](#)

Vers un bilan des OMD

Le [rapport 2015 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement](#) rend compte en détail des progrès accomplis dans la réalisation des huit objectifs fixés à la suite de la Déclaration du Millénaire en 2000.

[Lire le rapport](#)

Les pays champions de la lutte contre la faim récompensés lors d'une cérémonie de la FAO

Une cérémonie internationale de remise des prix a reconnu les efforts importants réalisés par les pays dans le monde qui a conduit à la quasi-réalisation de la cible des OMD qui est la réduction de moitié de la proportion de personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015.



Quelque 72 pays sur 129, suivis de près par la FAO, ont atteint la cible de l'OMD, mais les régions en développement dans leur ensemble l'ont manqué de peu.

Lire l'article : [OMD: soixante-douze pays ont atteint l'objectif de réduire de moitié la proportion d'affamés](#)

A VENIR...

Forum électronique et webinaire – Accès à l'information et aux ODD

Du 7 au 18 septembre, la Confédération des bases de données d'accès libre (sous les sigles, COAR en anglais), la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA) et la FAO, organiseront conjointement [un forum électronique et une sélection de webinaires](#) pour échanger des idées sur comment les ODD peuvent promouvoir l'accès à l'information [+ Enregistrez-vous pour participer au forum électronique.](#)

DANS LES MEDIAS

- [Lettre encyclique du Pape 2015](#)
- [From Hunger to Climate Change: Transform Words into Action, Says Pope Francis](#) [tribune] de José Graziano da Silva, Directeur-Général, FAO. *The Huffington Post*. 17/06/2015
- [Fight against hunger too slow and uneven](#) [tribune] de Jomo Kwame Sundaram, Coordinateur pour le développement économique et social de la FAO. *The Hindu (India)*. 04/06/2015
- [Sustainable Development Goals: each of us has a part to play](#)
- [Why should you care about the Sustainable Development Goals?](#)

LE SAVIEZ-VOUS... ?

■■■ L'agriculture est de loin le plus gros consommateur d'eau, puisque quasiment 70 pour cent des prélèvements d'eau dans le monde, et plus de 95 pour cent dans les pays en développement lui sont imputables.

QUELQUES CHIFFRES

■■■ Les systèmes alimentaires consomment 30 pour cent de l'énergie disponible dans le monde.

LIENS

- [Site sur le financement du développement \(en anglais\)](#)
- [Le Groupe des Amis de la présidence sur les mesures plus larges de progrès \(en anglais\)](#)
- [Action/2015](#)
- [2015, l'année de l'action mondiale](#)
- [Citoyens du monde \(en anglais\)](#)
- [Sustainable Development Policy & Practice \(en anglais\)](#)
- [Communicating the goals- project everyone \(en anglais\)](#)
- [Future UN \(en anglais\)](#)
- [FAO et l'après-2015](#)



Avec le soutien du
Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Pour plus d'informations, veuillez contacter
Post-2015-Development-Agenda@fao.org